

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Alain TORNAY

La tâche politique entre l'absolutisation et
l'effacement

Dans Echos de Saint-Maurice, 1998, tome 93b, p. 19-21

© Abbaye de Saint-Maurice 2014

La tâche politique entre l'absolutisation et l'effacement

par Alain Tornay, professeur de philosophie

Ce siècle qui sera bientôt derrière nous, mais qui est encore le nôtre, a beaucoup sacrifié à la politique. Bien des penseurs de la fin du XVIII^e siècle puis du XIX^e siècle ont conduit l'homme moderne à chercher dans l'engagement politique et la construction d'une cité radicalement nouvelle une réponse qui va se substituer, selon une expression d'Edgar Morin, «au Dieu crucifié». Ainsi en est-il de Feuerbach, père de l'athéisme moderne, et surtout de son disciple Karl Marx, auteur du nouvel évangile communiste. A leur suite, en notre temps, pour beaucoup d'hommes fascinés la politique révolutionnaire jouera «le rôle que joua jadis la vie éternelle», car «elle sauve ceux qui la font» (André Malraux). Dans ce contexte, le prestige de la politique devint immense aux yeux de beaucoup d'intellectuels.

Mais la construction de la cité radieuse soviétique, ou d'un Reich pour mille ans, visant tous deux le bonheur de l'humanité, s'est abîmée, nul ne peut plus l'ignorer, dans les affres dont les noms résonnent sinistrement: Goulag, Auschwitz. Les totalitarismes de diverses couleurs, phénomène inédit dans l'histoire, véritable invention de notre temps, montrent où conduit une raison politique désorbitée, fixée en l'occurrence sur la race ou la classe sociale, et qui a renoncé à tout repère transcendant.

Ils représentent, de manière caricaturale mais significative, un temps où tout était politique.

De tout cela on est aujourd'hui tellement revenu, qu'un schéma exactement inverse, et tout aussi terriblement réducteur, est en train de se mettre en place. L'heure est au triomphe de la marchandise, au commerce planétaire divinisé, au tourisme spéculatif intercontinental. Liberté, liberté pour les marchands, les banquiers, les transporteurs, les investisseurs, les spéculateurs... Frontières ouvertes, déréglementation du travail, mondialisation des échanges, diktat des banques, délocalisations, fusions, licenciements massifs envahissent l'actualité.

Dans la foulée, l'économisme triomphant voudrait réduire le pouvoir politique à sa plus simple expression. Telle est la logique du libéralisme économique: une politique minimale au service d'une économie maximisée. Plutôt qu'un citoyen, l'homme serait un être de besoins. L'individu précède la cité, l'univers est un ensemble d'atomes individuels rivalisant dans la production, avides de biens à échanger ou à consommer. La vraie vie, n'est-ce pas l'économie? On entend dire que bien des personnalités très brillantes renonceraient à une carrière politique, parce que moins bien rétribuée que les postes directeurs des grandes entreprises.

Ce mouvement profite d'une image dégradée que la politique donne parfois d'elle-même. Quand elle est en retrait par rapport aux excès totalitaires, ce qui est le plus ordinaire, la politique donne volontiers l'image revêche d'une technicité en vase clos et, sous un vernis démocratique, sourde aux attentes populaires; ou encore d'une super-administration fière et subtilement dominatrice. D'autre part, les politiciens ne sont-ils pas des gens pleins de vilains défauts, mus par l'ambition, préoccupés d'avantages personnels?

Ainsi va le monde, ballotté d'un extrême à l'autre. Y aurait-il une fatalité qui voue l'humanité à ces unilatéralismes contraires, le «tout politique», qui a prévalu pendant plusieurs décennies du XX^e siècle, et le «tout économique» qui voudrait s'y substituer, accompagnant sous nos yeux le retour triomphal du veau d'or? Il serait désespérant qu'en ce domaine, certes sans cesse mouvant, et même si un parfait équilibre ne peut y être installé, on ne parvienne pas à trouver une voie médiane, où l'ordre politique et l'ordre économique, distincts mais non totalement séparés, soient ordonnés selon une juste hiérarchie.

Si l'Etat est fort, il nous écrase; s'il est faible, nous périssons, a-t-on dit. Ce dernier cas se vérifie lorsque la liberté économique est laissée à elle-même: favorisant l'affrontement plutôt que la coopération, elle devient tyrannique. Elle requiert donc comme régulateur naturel un pouvoir politique qui, par l'apparente contrainte de la loi, promeut la solidarité et permet seul une véritable liberté pour tous.

En effet, l'économie, selon le schéma libéral aujourd'hui régnant, vise le profit d'individus ou de groupes; la liberté d'indifférence qui est la sienne ne se soucie pas du bien de la société comme telle. Mais si l'homme est vraiment un animal politique, c'est-à-dire s'il est ordonnée une vie en société, il doit exister un bien qui est celui du tout social, ce que l'on appelle le *bien commun*. Or l'expérience de deux siècles nous interdit de croire à une réalisation automatique d'un bien commun qui n'aurait pas été explicitement recherché, elle dément la croyance des pères du libéralisme économique en une «main invisible» qui répondrait de la meilleure façon possible aux besoins de l'ensemble des membres d'une société. Une priorité doit donc être accordée à cette instance dont la fonction est de promouvoir le bien commun: telle est, selon les classiques, la finalité de la politique. Celle-ci n'est pas une technique d'acquisition et de conservation du pouvoir, - Machiavel n'a pas dit le dernier mot sur la chose politique! Le vrai sens de l'engagement et du pouvoir politiques est plutôt d'être un service de la communauté, d'y instituer les conditions favorables à la concorde, d'en réduire les ferments de tension.

Cet engagement, s'il est poussé plus loin par certains, concerne cependant la totalité des citoyens, en raison de leur nature sociale. Que l'homme soit un «animal politique» n'est pas seulement une constatation, c'est aussi un programme. Chacun, à la place qui est la sienne, est responsable du bien commun, même si la société de consommation et de loisirs ou l'individualisme ambiant peuvent le faire oublier. Et à cet engagement, - auquel invite tout spécialement la structure très humaine qui est celle du fédéralisme helvétique, - il convient de se préparer le plus tôt possible.

Le tableau ici brossé, certes à gros traits, montre l'importance de la sphère politique, centrée sur le bien commun. Ce dernier demande à être conçu en toute vérité, son contenu doit faire l'objet d'une délibération avisée. Un travail intellectuel précède donc nécessairement l'action. Il requiert lucidité critique sur la nature de l'homme et de la société, en vue d'une conception non atrophiée du bien commun qui, pour être pleinement humain, doit être à la fois matériel et spirituel. Le champ de la politique attend des acteurs informés, réfléchis, ayant des convictions et pas seulement des besoins ou des ambitions, conscients enfin de l'existence de valeurs fondamentales qui ne passent pas et qui sont garantes de la solidité de tout l'édifice social. Pour l'ignorer, l'absolutisation de la seule activité économique est vouée à l'échec, tout comme l'ont été, pour la même raison, les systèmes totalitaires.

Le champ politique attend aussi de la générosité: «C'est le champ de la plus vaste charité; on peut dire qu'aucun autre domaine ne lui est supérieur, sauf celui de la religion» (Pie XI, 1927).

Comment mieux exprimer la noblesse de la nécessaire tâche politique?